

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP N°2025-5

Marché passé selon la procédure d'Appel d'Offres Ouvert
Articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

OBJET DU MARCHE :

Refonte des sites internet et intranet de Sciences Po Lille

Le présent CCP comporte 11 feuillets numérotés



En application de l'article R.2132 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du Code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique, sur le profil acheteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille (Sciences Po Lille) de la plateforme de dématérialisation « PLACE » : www.marches-publics.gouv.fr

A titre d'information, l'intégralité des échanges relatifs à la procédure se fera via ce profil acheteur.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ	3
PREAMBULE	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Forme du marché et procédure suivie	3
1.3 - Durée du marché	3
1.4 - Durée de validité des offres	4
1.5 - Reconduction expresse	4
1.6 - Montant du marché	4
1.7 - Sous-traitance	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LIVRAISON	5
ARTICLE 5 : PRESTATIONS ATTENDUES	6
5.1 - Prestations fermes	6
5.2 - Moyens mis en œuvre par le titulaire.....	6
ARTICLE 6 : VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 7 : PENALITES DE RETARD	7
7.1 - Pénalités pour retard	7
7.2 - Autres pénalités	8
ARTICLE 8 : PRIX	8
8.1 - Rémunération et contenu des prix	8
8.2 - Révision des prix à reconduction du marché	8
ARTICLE 9 : MODE DE REGLEMENT - PAIEMENT	9
9.1 - Conditions et mode de règlement	9
9.2 - Paiement des sous-traitants	10
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE.....	10
ARTICLE 11 : DROITS ET LITIGES	10
ARTICLE 12 : RESILIATION.....	10
12.1 - Dispositions générales	10
12.2 - Mauvaise exécution	11
12.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général	11
ARTICLE 13 : DÉROGATIONS AU CCAG/TIC	11

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

PREAMBULE

Sciences Po Lille souhaite refondre la plateforme technique des deux sites internet de l'établissement, ce sont deux instances distinctes (code et base de données) :

- <https://www.sciencespo-lille.eu/>
- <https://www.sciencespo-lille.com/> pour l'international

En effet la plateforme technique des sites est en DRUPAL 7 or cette version est en fin de vie. L'objectif est donc de refondre ces sites, de créer un site intranet, de les héberger et d'en assurer la maintenance technique.

1.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur prestation de refonte des deux environnements, de la création d'un site intranet et de leur hébergement ainsi que leur maintenance.

Par ailleurs, ce marché concerne les prestations de conseil et d'expertise, le paramétrage initial, la personnalisation ainsi que la formation, l'assistance et l'accompagnement à l'utilisation.

La nature de ces prestations est précisée à l'article 5 du présent document et plus précisément dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières 2025-5 disponible dans le même Dossier de Consultation des Entreprises.

Code CPV : 72212220-7 : Service de développement de logiciels de gestion d'internet et d'intranet.

1.2 - Forme du marché et procédure suivie

La procédure de passation de cette consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Si nécessaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article L.2122-1 du Code la Commande Publique en cas d'infructuosité de la présente procédure.

Le présent marché est un marché de services.

Le marché est constitué d'un lot unique, la prestation demandée faisant partie d'une seule et même solution forfaitisée.

1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 1 (un) an, à compter de la notification de son attribution au titulaire et éventuellement renouvelable par 4 (quatre) reconductions expresses de même durée. La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne pourra excéder les 5 (cinq) ans.

1.4 - Durée de validité des offres

Indépendamment de la réception de l'acte d'engagement signé (qui sera exigé au moment de l'attribution du marché s'il n'a pas été remis à l'occasion de la remise des offres), les offres ont un délai de validité fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

1.5 - Reconduction expresse

Si le Pouvoir Adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire sera avisé par lettre recommandée avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation, au moins 3 (trois) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction et aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

L'absence de reconduction expresse par le Pouvoir Adjudicateur dans les délais mentionnés vaut dénonciation du marché.

1.6 - Montant du marché

Il n'est fixé aucun montant minimum ou maximum sur le marché, période de reconduction incluse en dehors de ceux fixés par le type de procédure et de publicité choisi.

1.7 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées tel que prévu à l'article 9.2 du présent CCP par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire présente :

- Un projet d'acte de sous-traitance. Le formulaire intitulé « DC4 (déclaration de sous-traitance) » est disponible sur la plateforme de la Direction des Affaires Juridiques via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant par laquelle il affirme qu'il ne tombe pas (ou que la société pour laquelle il intervient ne tombe pas) sous le coup des interdictions énumérées dans les articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au Code Général des Impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-2, L.5212-5 et L. 5212-9 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Les justifications des capacités professionnelles et financières du sous-traitant

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP 2025-5) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2025-5) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, NOR : ECOM2106875A, publié au Journal Officiel de la République Française du 1er avril 2021, disponible via le lien suivant : <https://www.marche-public.fr/CCAG-TIC2021/CCAG-TIC-2021-Plan.htm>
5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché au titulaire
6. Tout document remis par le candidat à l'appui de l'offre sera considéré comme étant contractuel.

LE CANDIDAT ACCEPTE SANS RESERVE LES CLAUSES DU PRESENT CCP.

L'offre est rédigée en français (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et du décret n°95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Dans le cas contraire, il est exigé que les documents en question soient accompagnés d'une traduction en français (article R.2151-12 du Code de la Commande Publique créé par le Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018).

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION

Le titulaire s'engage à livrer les fournitures demandées dans les délais imposés par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de retard par rapport au planning proposé par le candidat et validé par le Pouvoir Adjudicateur, le titulaire se verra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCAP.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LIVRAISON

L'ensemble des prestations seront réalisées à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, 9 rue Angellier, 59000 Lille pour les prestations devant être faites sur place ou à distances pour les prestations le permettant.

ARTICLE 5 : PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 - Prestations fermes

Il est attendu dans le cadre de ce marché les prestations suivantes :

- Élaboration du planning de projet
- Suivi du projet, participation à des points en visioconférence ou en présentiel avec Sciences Po Lille, rédaction des comptes rendus de réunion
- Conception du webdesign du site internet, du site intranet et leur déclinaison sur un ensemble de gabarits
- Rédaction d'un cahier des spécifications fonctionnelles et intégration de l'ensemble des corrections souhaitées par Sciences Po Lille
- Développement de l'intranet et du site internet
- Création des comptes et des droits des utilisateurs
- Participation aux étapes de recettage, correction des anomalies, prise en compte des retours, dans différents environnements de tests
- Formation des utilisateurs et remise d'un manuel utilisateur
- Hébergement des sites internet et intranet
- Mise en ligne des sites
- Mise en place des redirections côté serveur
- Maintenance applicative (pendant 12 mois, renouvelable trois fois)

Les spécificités de chaque point ci-dessus sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques particulières 2025-5.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander des évolutions ou de nouvelles fonctionnalités en cas d'expansion du site ou dans une vision d'amélioration. Dans ce cas, il conviendra de rédiger un avenant qui devra être signé par toutes les parties.

5.2 - Moyens mis en œuvre par le titulaire

Le titulaire doit mettre à disposition un interlocuteur unique et joignable pour les besoins du présent marché.

Conformément, aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Conformément au RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données, le titulaire devra être en accord avec les obligations légales en cours.

Le titulaire s'engage à intervenir afin de résoudre les dysfonctionnements dans les délais mentionnés dans le mémoire technique déposé à l'appui de l'offre basé sur les demandes du CCTP sous peine de se voir appliquer des pénalités de retard telles que définies à l'article 7 du présent CCAP. Le candidat devra, en outre, définir les modalités de prise en compte et en charge des dysfonctionnements.

ARTICLE 6 : VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

Suivant les dispositions des articles 29 à 34 du CCAG/TIC, le Pouvoir Adjudicateur pourra effectuer, au moment de la livraison des prestations, des opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire ayant pour but de vérifier la conformité des prestations livrées avec les spécifications de la commande.

La Vérification Quantitative : contrôle de la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée le titulaire devra :

- Reprendre l'excédent fourni,
- Compléter la livraison dans un délai de 7 (sept) jours fermes à compter de la date de livraison initiale.

La Vérification Qualitative : contrôle de la conformité des prestations livrées avec les spécifications du bon de commande.

À l'issue de ces opérations, et au moment de la livraison, le Pouvoir Adjudicateur prendra une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations, en application des articles 27 à 28 du CCAG/TIC.

La décision d'admission, d'ajournement ou de rejet sera notifiée sur place à l'intervenant par la personne en charge de la réception.

ARTICLE 7 : PENALITES DE RETARD

7.1 - Pénalités pour retard

Par dérogation l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, il sera fait application d'une pénalité journalière de 500 € HT dès le premier jour de retard par rapport aux éléments convenus dans l'offre, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Les pénalités peuvent se cumuler.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai de livraison des fournitures est expiré.

7.2 - Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, pour tous les autres manquements aux obligations contractuelles et en cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans l'exécution du marché (notamment dans le cas d'indisponibilité et quand le délai stipulé à l'article 14.2.2 est dépassé) il est fait application, sans mise en demeure, d'une pénalité égale à 200 € HT par manquement et par jour calendaire de retard dans la résolution du manquement.

Par ailleurs, l'application des pénalités se fera dès le premier euro (par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC)

ARTICLE 8 : PRIX

8.1 - Rémunération et contenu des prix

Le prix est forfaitaire et ferme pour toute la durée du marché. Il est précisé sur l'annexe à l'acte d'engagement (annexe ATTRI 1) du titulaire.

Il comprend l'ensemble des prestations, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, y compris les frais et débours nécessités par la mission (frais de déplacement).

8.2 - Révision des prix à reconduction du marché

Le montant facturé à la journée est révisable à la date de reconduction expresse éventuelle du marché, en fonction de l'indice SYNTEC connu à la date de reconduction. Le calcul du montant de la révision s'effectue par la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{SYNTEC_N}{SYNTEC_0}$$

Dans laquelle :

P₀ Le prix initial fixé par l'entreprise

P Le prix révisé à l'année N

SYNTEC₀ L'indice SYNTEC connu à la date de notification du marché

SYNTEC_N L'indice SYNTEC connu à la date de reconduction

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Clause de sauvegarde :

Si la hausse des tarifs a pour effet de majorer de plus de deux pour cent (2 %) par an les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 9 : MODE DE REGLEMENT - PAIEMENT

9.1 - Conditions et mode de règlement

Le règlement est effectué sur présentation de factures correspondant à l'exécution complète des prestations prévues au bon de commande et constatées par le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille ou son représentant.

La facture, portant précisément l'entête de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, doit être déposée sur CHORUS PRO par voie dématérialisée. La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- n° du marché (2025-5)
- n° du bon de commande (commençant par 4500.....)
- la date de facturation
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire
- la désignation en clair des prestations exécutées
- le prix total hors taxes (HT)
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix total toutes taxes comprises (TTC)

Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'émetteur du bon de commande.

En cas de retard dans le règlement, le titulaire est bénéficiaire, de plein droit, des intérêts moratoires tels que prévus dans l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018. Le taux de ces intérêts est celui du taux de la Banque centrale européenne à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 (huit) points.

Règlement :

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'IEP (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq).

Nantissement :

Il sera fait application des articles R.2191-59 à R.2391-28 du Code de la Commande Publique. Le comptable chargé des paiements est L'agent comptable de l'IEP (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq). La personne chargée de fournir les renseignements visés est le Responsable des Services Financiers de l'IEP (9 rue Auguste Angellier - 59800 LILLE ☎ 03.20.90.48.56).

Cautionnement :

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement.

9.2 - Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial et selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique, mais ils restent soumis aux mêmes conditions de règlement des prestations que ce soit pour les modalités ou la forme et le contenu des demandes de paiement.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a eu connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit toute communication verbale ou écrite sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de Sciences Po Lille.

Les informations de toute nature portées directement ou indirectement à la connaissance ou mises à disposition du titulaire sont considérées comme confidentielles et ne doivent pas être divulguées.

ARTICLE 11 : DROITS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 12 : RESILIATION

12.1 - Dispositions générales

Le Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à la résiliation du marché selon les dispositions des articles L.2195-1 à l'article L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve enfin la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 54 et au chapitre 8 du CCAG-TIC.

12.2 - Mauvaise exécution

Sciences Po Lille peut résilier le marché pour faute ou aux torts du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations de sécurité
- Non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCP et offre technique du titulaire)

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai de 5 (cinq) jours.

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

12.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable. Ce délai ne peut être inférieur à 10 jours.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier express adressé au titulaire avec avis de réception.

ARTICLE 13 : DÉROGATIONS AU CCAG/TIC

Le présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/TIC par rapport aux pénalités de retard

A le

A Lille le

Le Représentant dûment désigné de la société

Le Pouvoir Adjudicateur